Évolution et structures des préjugés : Le regard des chercheurs - Chapitre II.V. Les préjugés anti-Roms

Nonna Mayer, Guy Michelat, Vincent Tiberj, Tommaso Vitale

▶ **To cite this version:**

Nonna Mayer, Guy Michelat, Vincent Tiberj, Tommaso Vitale. Évolution et structures des préjugés : Le regard des chercheurs - Chapitre II.V. Les préjugés anti-Roms. La lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie. Année 2019, La Documentation française, pp.91-111, 2020, 9782111571181. hal-02978129

HAL Id: hal-02978129

https://sciencespo.hal.science/hal-02978129

Submitted on 11 Dec 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

musulmans[78]. Il faudrait explorer avec des outils qualitatifs fins la manière dont les différentes minorités, pas seulement juive et musulmane, interagissent au quotidien, en les resituant dans leur contexte de résidence.

V. LES PRÉJUGÉS ANTI-ROMS

2019 a été une année difficile pour les Roms en France. Certains des préjugés les plus vieux et infondés ont recommencé à circuler et à alimenter des formes d'action très violentes. En Seine-Saint-Denis, en mars, suite à des messages circulant au sujet d'enlèvements présumés d'enfants par des Roms conduisant une camionnette blanche, des actes extrêmement graves (agressions et attaques) se sont intensifiés. Les motifs évoqués dans les rumeurs renvoient à des « rapts d'enfants » et des « trafics d'organes ». Bobigny, Clichy-sous-Bois, Montreuil, Bondy, Colombes, Montfermeil, St Ouen, Champs-sur-Marne, Aulnay et Sevran... Plus de trente-sept attaques sur deux semaines ont été recensées. Les attaques ont été provoquées par une rumeur raciste relayée par des millions de messages dans les réseaux sociaux. Le prétendu enlèvement d'enfants par des « Tsiganes » est un sujet bien présent dans l'imaginaire général. Des « simples » processus de catégorisation raciste qui ont activé un schéma stéréotypé. Face à la gravité de ces évènements, la réaction des associations des Roms a été forte, mais sans suffisamment d'alliés pour contrecarrer la haine raciste.

Le Baromètre CNCDH a enregistré une stabilité du niveau d'intolérance en novembre 2019, a l'index longitudinal de tolérance augmenté pour les Roms juste d'un point (voir II p. 46). En même temps, l'exploration fine des données nous montre une certaine augmentation des pourcentages de personnes avec un niveau bas d'hostilité anti-Roms, surtout chez les artisans, les commerçants, les chefs d'entreprise et les cadres supérieurs, et plus généralement chez les individus les plus scolarisés.

Cette année aussi, donc, le Baromètre de la CNCDH confirme une dynamique cumulative, qui amène à petit pas des proportions légèrement plus élevées de citoyens vers une meilleure connaissance et une moindre adhésion aux stéréotypes dans leur ensemble. À titre d'exemple, en novembre 2019, 52,5 % des personnes interrogées pensent que les Roms – et plus spécifiquement les Roms migrants – ne veulent pas s'intégrer en France. Autrement dit, ce cliché est encore partagé par plus de la moitié de la société française. Et c'est exactement le même pourcentage qui avait été enregistré l'année précédente. Ils étaient néanmoins 55 % en 2016 et 78 % en 2013 à le penser.

78. Une de rares études portant sur des effectifs suffisamment nombreux est celle coordonnée par l'Ifop pour la Fondation Jean-Jaurès dont est issu le livre de Fourquet, Jérôme et Manternach, Sylvain, *L'an prochain à Jérusalem*, Paris, Éditions de l'Aube, 2016, qui montre la diversité interne de cette population se définissant comme juive notamment dans sa perception de l'islam. 51 % estiment que : « Il ne faut pas faire d'amalgame, les musulmans vivent paisiblement en France et seuls des islamistes radicaux représentent une menace » contre 40 % estimant que : « L'islam représente une menace » (contre 63 et 32 % dans la population française en général) (https://www.ifop.com/wp-content/uploads/2018/03/883-1-document_file.pdf, p. 32-34), perceptions variant fortement selon l'âge, le genre, l'origine et le niveau de pratique religieuse.

Les préjugés anti-Roms articulent peur, mépris et envie. Des stéréotypes traditionnels, reflétant la méconnaissance de la situation des Roms, restent répandus. 68 % des sondés pensent ainsi encore que les Roms migrants « sont pour la plupart nomades », mais il s'agit de 18 points en moins par rapport à 2014. On observe également que les préjugés les plus négatifs commencent à être légèrement moins répandus. L'idée que les Roms « vivent essentiellement de vols et de trafics » est aujourd'hui partagée par moins de 48 % de notre échantillon, tout comme dans les deux dernières années (contre 52 % en 2018, et 78 % en décembre 2013). Il en va de même pour le stéréotype selon lequel les Roms « exploitent très souvent les enfants » : partagé par 85 % de l'échantillon fin 2014, il baisse à 65 % en 2016 et 2017, à 63 % en 2018 et arrive à 60 % en novembre 2019. Il s'agit d'un résultat important à souligner, puisqu'il montre que les crimes violents de mars ont été alimentés par ce stéréotype, mais ils n'ont pas arrêté la tendance incrémentale à la baisse de sa diffusion[79].

Par rapport aux autres minorités, les préjugés, les stéréotypes, les connaissances erronées, les sentiments de peur et d'hostilité continuent de se mêler avec une force et une intensité particulière. Leur niveau de diffusion a baissé ces dernières années, même si c'est lentement. La spectacularisation de la pauvreté de certains groupes roms par les médias lors des évacuations des campements illicites et des bidonvilles exerce un mineur impact. On commence à voir les effets positifs de la nouvelle politique de résorption des bidonvilles, conformément à l'instruction du gouvernement du 25 janvier 2018[80] qui l'a inscrite dans la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté.

De fait, les groupes tsiganes sont moins souvent constitués en boucs émissaires par les élites politiques, sociales et médiatiques. La mobilisation des associations pour la défense des droits des Roms et des Gens de voyage s'est renforcée, en réaction aux discriminations institutionnelles et sociétales dont ils sont victimes, à l'école comme dans l'accès au logement, elles mettent en avant une image plus positive de cette minorité dans la presse. Elles développent une stratégie de plus en plus centrée sur la lutte contre les idées reçues[81]. Elles s'appuient aussi sur le rappel du Comité des droits de l'enfant des Nations unies, qui a demandé à la France de « *garantir à tous les enfants le droit à l'éducation sans discrimination* »[82], s'appuyant sur le témoignage et l'engagement direct des

79. Sur les lynchages en Seine-Saint-Denis : Vitale, Tommaso, « Lynchages de Roms : les mécanismes du stéréotype », *The Conversation*, 29 mars 2019 ; About, Ilsen, « Unwanted "Gypsies". The Restriction of Cross-Border Mobility and the Stigmatisation of Romani Families in Interwar Western Europe », *Quaderni Storici*, 2014, n° 42, p. 499-532.

80. Inscrite dans le Plan quinquennal pour le logement d'abord et la lutte contre le sans-abrisme (11 septembre 2017), l'instruction du gouvernement du 25 janvier 2018 développe une approche centrée sur la lutte contre la grande précarité, indépendamment de l'origine des personnes, à la différence de l'approche plus « ethnique » de l'insertion des « populations roms » adoptée par la Commission européenne ; voir Aguilera, Thomas, Vitale, Tommaso, « Bidonvilles en Europe, la politique de l'absurde », in *Revue Projet*, 2015, n° 348, p. 68-76. Dans ce cadre, la DIHAL soutient les territoires afin qu'ils formalisent des stratégies territoriales « partenariales », concertées, visant la résorption des bidonvilles et campements illicites, dans une perspective plus large qu'un simple encadrement des évacuations, avec des programmes d'insertion.

81. Collectif national droit de l'homme Romeurope, *Les Roms. Luttons contre les idées reçues*, 2017, www.romeurope.org

82. ONU – Convention relative aux droits de l'enfance, Comité des droits de l'enfance, *Observations finales concernant le cinquième rapport périodique de la France*, 2016, CRC/C/FRA/CO/5.

enfants « privés du droit à l'éducation », pour relancer « le droit à l'instruction publique pour tous et toutes »[83].

A. Une galaxie de minorités

Tsiganes, Bohémiens, Manouches, Gens du voyage, Roms, groupes romanyi, Romanichels, Gitans, etc., les questions de terminologie et de définition sont difficiles et controversées. Les spécialistes insistent sur la pluralité des racines locales, et la multiplicité des dialectes, langues et trajectoires de ces différents groupes. Mais, en même temps, ils insistent sur un air de famille entre eux et une certaine unité réciproquement reconnue[84]. Les groupes roms constituent une galaxie de communautés qui n'ont ni la même histoire, ni la même culture, ni la même religion[85]. Il est difficile d'estimer leur nombre, on parle de 12 à 15 millions de personnes dans le monde. La plupart vit en Europe, dont 60 % à 70 % dans les démocraties post-communistes. Traçons, à titre indicatif, une ligne qui relie Rome à Helsinki, en passant par Vienne et Prague. À l'est de celle-ci se situent les communautés qui s'auto-qualifient « *Roms* ». À l'ouest de ce tracé imaginaire, on trouve des groupes aux noms différents : Manouches, Sintés, Kalés, Romanichels, avec peu de Roms[86]. En France, on observe la même hétérogénéité. Aux côtés des Roms d'immigration récente, dont certains vivent dans des conditions de grande précarité, on trouve des citoyens français. Ces derniers sont issus de plusieurs vagues d'immigration datant du début du XX^{e} siècle et de l'entre-deux-guerres, mais aussi de l'après-guerre. La plupart d'entre eux poursuivent une stratégie d'invisibilité, essayant de ne pas attirer l'attention sur eux. De la même manière, les rapports entre Roms d'immigration récente, Roms et Manouches français ne relèvent pas toujours de la solidarité, ni de la reconnaissance d'une identité commune.

Un élément de complexification vient du fait que le terme « *Roms* » utilisé au sens générique a été choisi par l'Union romani internationale en 1971 afin d'inclure l'ensemble des groupes « tsiganes »[87]. À partir de cette définition extensive des Roms, le Conseil de l'Europe estimait en 2012 qu'ils étaient en France entre 300 et 500 000, soit environ 0,6 % de la population[88]. Comme écrit précédemment, l'une des questions fondamentales au sujet de l'antitsiganisme est la très forte ignorance de la réalité de ces groupes au sein de la société française. En octobre 2016, plus de 60 % des sondés avaient ainsi tendance à en surestimer le nombre. En novembre 2017, à la question « *Quelle est la proportion de Roms en France sur l'ensemble de la population* ? », seulement 41 % ont répondu

83. Association Trajectoires, Fondation Caritas, Secours catholique, *Habitants des bidonvilles en France : connaissance des parcours et accès au droit commun*, 2017, http://www.trajectoires-asso.fr.
84. Asséo, Henriette, *Les Tsiganes, une destinée européenne*, Paris, Gallimard, 2006.
85. Olivera, Martin, « Les Roms comme "minorité ethnique" ? » Un questionnement roumain », *in Études tsiganes*, 39-40, 2010, p. 128-150.
86. Piasere, Leonardo, *Roms : une histoire européenne*, Paris, Bayard Jeunesse, 2011.
87. Définition qui a été critiquée par de nombreux groupes tsiganes. Elle a ensuite été officiellement adoptée par l'Union européenne et le Conseil de l'Europe, *cf.* Liegeois, Jean-Pierre, *Council of Europe and Roma 40 Years of Action*, Strasbourg, 2010.
88. http://hub.coe.int/fr/web/coe-portal/roma.

« *moins de 1 %* », 18,5 % ont répondu « *entre 1 % et 3 %* », 17 % « *entre 3 % et 5 %* », et 23 % ont répondu « *plus de 5 %* »[89].

Les groupes tsiganes en France sont très différenciés, de par leur origine, leur statut juridique, leurs modes de vie. La grande majorité est composée des «Gens du voyage», une communauté estimée à environ 350 000 personnes[90], alors que certaines associations de Gens du voyage avancent un chiffre plus proche de 500 000 personnes[91]. Cette estimation intègre entre 60 et 70 000 voyageurs permanents. Le terme correspond à la catégorie administrative apparue dans les textes officiels dès 1972 et qui s'applique aux personnes visées par la loi du 3 janvier 1969 pour désigner des populations françaises mal identifiées (les Manouches, les Gitans, les forains, les Yéniches, etc.) du fait de leur mode de vie itinérant. Pour simplifier, ce terme correspond à une population « *sans domicile ni résidence fixe*[92] » mais qui revendique une inscription territoriale[93]. En suivant les recommandations de la CNCDH de 2012[94], on peut définir les Gens du voyage comme des citoyens français qui ont un mode de vie fondé à l'origine sur la mobilité, même si nombre d'entre eux sont aujourd'hui sédentaires. Le même terme recouvre donc des réalités sociales et économiques très diverses.

En France, on trouve aussi des groupes qui s'autodéfinissent comme Roms. Certains d'entre eux sont citoyens français, immigrés en France à partir de la fin du XIX^{e} siècle, d'autres sont des citoyens bulgares, roumains, kosovars ou provenant d'autres pays d'Europe de l'Est. Seule une petite minorité des Roms ainsi définis vit dans une très grande précarité, dans des bidonvilles. Il s'agit de personnes principalement issue d'une immigration récente, au cours des quinze dernières années, venant de Bulgarie et surtout de Roumanie. Au 1er juillet 2018, 16 090 personnes (dont 4 186 mineurs) étaient recensées comme vivant en bidonville et dans des squats sur 497 sites répartis sur 41 départements en France métropolitaine[95]. Tous les autres ne sont pas « visibles », et ne vivent pas dans des conditions de misère extrême. Nous sommes donc en présence d'une mosaïque de fragments ethniques, à laquelle se superpose une pluralité de statuts juridiques (citoyens français, ressortissants des pays de l'Union européenne ou d'autres pays européens, apatrides).

89. La question n'a pas été posée en novembre 2018.
90. Derache, Hubert, *Appui à la définition d'une stratégie interministérielle renouvelée concernant la situation des Gens du voyage*, Paris, 2013, Rapport au Premier ministre : https://www.gouvernement.fr/sites/default/files/fichiers_joints/rapport-gens-du-voyage.pdf.
91. Cour des comptes, « L'accueil et l'accompagnement des Gens du voyage : des progrès lents et inégaux, des objectifs à redéfinir », dans *Rapport public annuel 2017*, p. 187 (www.ccomptes.fr).
92. Un livret de circulation s'est substitué à l'ancien carnet de circulation le 5 octobre 2012, après une décision du Conseil constitutionnel sur la conformité de la loi 1969/3. Voir aussi Bordigoni, Marc, *Gens du voyage, droit et vie quotidienne en France*, Paris, Dalloz Sirey, 2013.
93. FNASAT, la FCSF et l'URECSO, *Gens du voyage, des habitants ignorés*, 2017, http://www.fnasat.asso.fr/.
94. CNCDH, Roms – Gens du voyage. Avis sur le respect des droits des Gens du voyage et des Roms migrants au regard des réponses récentes de la France aux instances internationales, adopté par l'Assemblée plénière du 22 mars 2012.
95. DIHAL, État des lieux des bidonvilles en France métropolitaine au 1er juillet, octobre 2018, https://www.gouvernement.fr.

B. Un soupçon de communautarisme qui reste très répandu

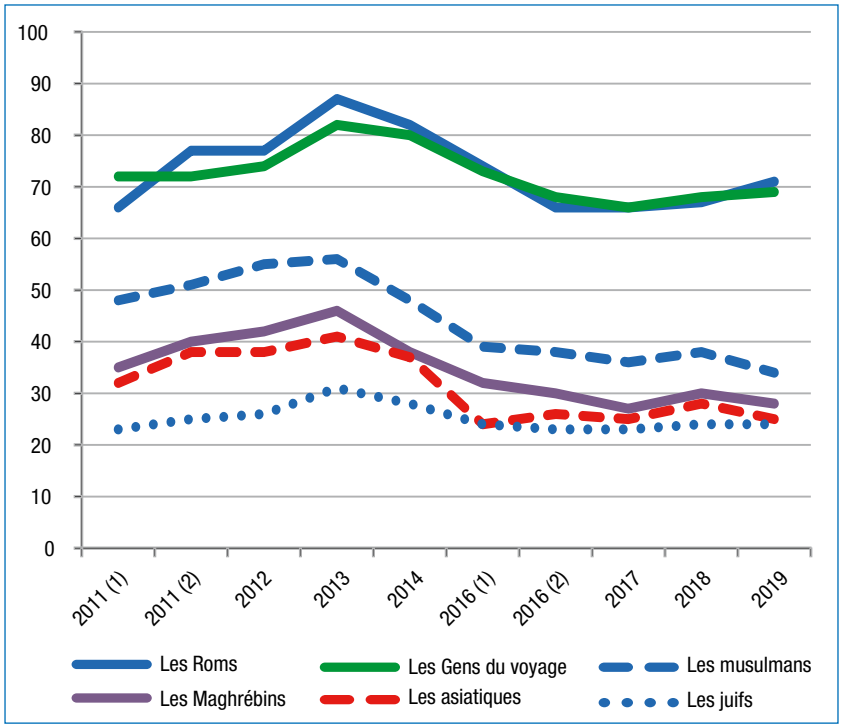
Pour tenir compte de cette hétérogénéité, les questions de l'enquête CNCDH portent traditionnellement à la fois sur les Roms et sur les Gens du voyage. Si l'on s'en tient aux neuf derniers sondages, les chiffres dessinent à partir de 2013 une nouvelle tendance, qui semble commencer à se stabiliser. Fin 2013, plus de 87 % de la population considéraient les Roms comme un « *groupe* à *part* » dans la société (soit une augmentation de 21 points depuis janvier 2011), contre 82 % pour les Gens du voyage. En octobre 2016, ce n'est plus le cas que pour 66 % des sondés concernant les Roms (ils étaient 74 % en janvier 2016) et 68 % pour les Gens du voyage. En novembre 2019, les pourcentages sont 69 % pour les Gens du voyage et 71 % pour les Roms (figure 5.1). Toutefois, il est important de souligner qu'à l'intérieur de l'échantillon en ligne, ces pourcentages s'élèvent à 79 % et 82 %. Ce deuxième échantillon est moins influencé par la présence d'un enquêteur et par des soucis de désirabilité sociale, et dit plus souvent que les Roms forment un groupe à part. L'écart entre les deux échantillons toutefois est moins marqué que dans le cas des Maghrébins et des musulmans. Dans ces deux derniers cas, l'écart est de 15 points de pourcentage, alors que dans les cas des Roms et Gens du voyage il se « limite » à 11 et 10 points.

En milieu urbain, les contacts noués à l'école, aux fêtes de quartiers, aux anniversaires des enfants, ainsi que les interactions qui se déroulent dans des espaces moins associés à des stéréotypes (la fête de la ville, les files d'attente dans des services municipaux…) permettent de déconstruire certains préjugés. Ces contacts sont performatifs, c'est-à-dire qu'ils sont importants du point de vue des conséquences qu'ils produisent. Néanmoins, ces interactions ne concernent qu'un public limité. Et autour des Roms continuent à se répandre des fantaisies de communautarisme radical, comme si les Roms restaient toujours entre Roms, sans relation de voisinage, sans échange ni amitié ancrés dans le lieu de vie et de travail[96]. En l'absence de campagnes de grande envergure destinées à contrer les sentiments anti-tsiganes, et avec encore beaucoup d'enfants vivant en bidonvilles qui ne sont pas scolarisés, la perception d'un fort communautarisme des Roms et des Gens du voyage ne s'atténue pas ces trois dernières années. Entre 2011 et 2013, le pourcentage des sondés qui considèrent les Roms comme un groupe « *ouvert aux autres* » avait diminué de moitié (de 8 % à 4 %) ; en 2014, ce pourcentage était remonté à 6,7 % (pour les Roms) et à 10,5 % (pour les Gens du voyage). Durant l'année 2016, on note une progression de ce taux pour les Gens du voyage (13,6 % en janvier, 16 % en octobre), qui se poursuit légèrement en 2017 (17 %). Elle est un peu plus faible en novembre 2019, à 15 %. Si, au cours des dernières années, un nombre croissant de personnes a noué des relations sociales positives avec les « voyageurs », depuis 2017 on aperçoit les effets négatifs de la visibilité de certaines vidéos virales sur YouTube stigmatisant les manouches français. On retrouve la tension entre le poids des relations interpersonnelles et le contrepoids des stéréotypes véhiculés par les réseaux sociaux.

96. Vitale Tommaso, « Conflicts on Roma Settlements in Italian Cities: Normative Polarisation and Pragmatic Mediation », *Palaver*, 8 (1), 2019, p. 29-74.

Par contre, il n'y a pas de progression pour les Roms : de 10 % en 2017 et 2018, le pourcentage de personnes qui estiment que les Roms sont un groupe ouvert aux autres descend légèrement (8 %). En 2019, 16 % des répondants jugent que les Roms « ne forment pas spécialement un groupe ». Mais au total les « *tsiganes* », dans leur ensemble, restent perçus comme « *formant un groupe à part dans la société* » par plus d'un tiers de la population en 2018 comme en 2019 (68 %).

Figure 5.1. **Tendances à juger différents groupes comme « à part dans la société » (%)**



Source : Baromètres CNCDH, 2011-2019.

En janvier 2011, il n'y avait que 18 points d'écart entre la perception des Roms et des musulmans comme un « groupe à part ». Cette différence atteint 34 points fin 2014, 37 en novembre 2018. Cet écart montre la force des préjugés envers les Roms, surtout comparés à d'autres minorités. Plus précisément, aujourd'hui l'écart est de 43 points par rapport aux Maghrébins, 46 par rapport aux Asiatiques, 47 par rapport aux juifs (contre 56 points en 2013). Il est utile de rappeler ici que, d'après l'Indicateur Longitudinal de Tolérance (*cf. supra*, partie II), la minorité juive, qui est la mieux tolérée en France, est 43 points au-dessus des Roms.

C. Antitsiganisme et romaphobie

Un préjugé est une attitude ou une opinion dirigée contre les membres d'un groupe ou d'une catégorie sociale. Il combine des croyances et des jugements de valeur avec des prédispositions émotionnelles. Les préjugés jouent un rôle clé dans la dynamique de justification des discours, des propos ainsi que des politiques, des actions et des pratiques discriminatoires. Les chercheurs débattent aujourd'hui de la pertinence des concepts d'« *antigypsyism* » ou de « *romaphobia* »[97]. Ces analyses s'accordent toutefois sur la forte structuration d'attitudes et d'émotions négatives envers les personnes dites « Roms », illustrés par la non-condamnation de propos racistes tenus en public (comme « *sale Rom* »). On assiste toutefois à une forte baisse de la proportion des sondés qui estiment que les personnes tenant publiquement ce type de propos « *ne doivent pas* être *condamnées* » : ils sont 11 % en novembre 2017, contre 24,5 % en 2013. Un examen approfondi des données indique un resserrement de l'écart avec les autres groupes. En 2013 et 2014, on mesurait encore un écart de 8 points quand on comparait les réactions aux propos anti-Roms et anti-Français. Aujourd'hui cet écart a presque disparu, similaire à l'écart existant avec les autres minorités. L'acceptation de ces propos est par ailleurs légèrement moins répandue que celle de propos sexistes insultants tels que « salope ».

Une analyse détaillée des chiffres permet de mieux comprendre la dynamique des préjugés dans le temps, et en particulier leur diffusion au cours de l'année passée. Si en 2013 et 2014, 86 % des personnes interrogées considéraient que les Roms migrants étaient pour la plupart « nomades », aujourd'hui cette opinion n'est partagée « que » par 68 % des répondants (stable depuis 2017). On passe de 2,4 % des personnes interrogées qui ne sont « *pas du tout d'accord* » avec cette affirmation en 2014 à 6,5 % en novembre 2019, auxquelles on peut ajouter les 15,5 % de l'échantillon qui ne sont « *pas vraiment d'accord* ».

En outre, si 85 % des sondés considéraient en 2014 que les Roms « *exploitent très souvent les enfants* », ce pourcentage était tombé à 60 % en novembre 2019. De même, le stéréotype des Roms voleurs et trafiquants, partagé par plus des trois quarts des répondants en 2014 (77,5 %) ne l'est plus que par 48 % d'entre eux en 2019, soit un recul important de presque 30 points. Par ailleurs, on relève une baisse continue de l'adhésion à l'idée selon laquelle les Roms « *ne voudraient pas s'intégrer* » en France. Elle était en effet partagée par 77 % de la population en 2014, la première fois que l'on a posé cette question dans l'enquête CNCDH, puis est tombée à 54,3 % en 2016 et à 52,5 %, restée stable en 2018 et en 2019. En d'autres termes, un quart de la population a changé d'opinion en quatre ans à propos de la volonté des Roms de s'intégrer dans la société française. Alors que pour près des trois quarts des Français, les Roms sont toujours des nomades, pour deux tiers d'entre eux il s'agit de personnes qui exploitent les enfants, et pour la moitié seulement de voleurs qui ne veulent

97. MCGarry, Aidan, *Romaphobia. The Last Acceptable Form of Racism*, Londres, Zed Books, 2017. « The Alliance against Antigypsyism », dans son texte *Antigypsyism. A Reference Paper*, www.antigypsyism.eu, 2016, p. 6 souligne : « *The term antigypsyism – in citing the majority's projections of an imagINED outgroup of "gypsies" which simultaneously constructs an imagINED in-group – is analytically more accurate and makes clear that other groups – Sinti, Travellers, Manouches, Egyptians – are equally affected* ».

pas s'intégrer. Dans l'ensemble, on constate donc une baisse significative du nombre de personnes partageant ces préjugés au cours des dernières années. Mais cette baisse ne semble plus progresser aussi rapidement que dans les années précédentes.

Plusieurs facteurs peuvent expliquer ce ralentissement. Le fait que les médias font rarement état des histoires d'intégration. La parution de plusieurs films qui reproduisent les stéréotypes les plus traditionnels sur les tsiganes, français ou de récente immigration. Une certaine démobilisation des associations et comités de soutien aux droits des Roms dans les initiatives d'éducation populaire et dans la lutte contre le racisme anti-tsiganes. Le manque de moyens des institutions actives dans la lutte contre l'antitsiganisme et la romaphobie.

Les entretiens en face-à-face conduits par l'institut de sondage CSA pour la CNCDH en 2013 ont permis de recueillir des propos extrêmement agressifs vis-à-vis des Roms, exprimant de la colère et laissant libre cours à des émotions négatives à leur égard ; aversion et dégoût, accusation d'impureté et refus du contact, déception et frustrations dues à leur incapacité supposée à changer, mépris et même haine, chez certains, en lien avec la croyance en leur différence et leur infériorité. Même si l'on a vu que la diffusion de certains stéréotypes a baissé, on ne peut sous-estimer le contenu très négatif de certains sentiments à l'égard des Roms.

On sait également qu'il existe d'autres préjugés envers les Roms qui ne sont pas mesurés par le Baromètre CNCDH, notamment ceux qui les considèrent uniquement comme des pauvres et des victimes, associés à un imaginaire de vulnérabilité, de mendicité et de misère. Or la représentation des Roms comme pauvres pose aussi problème. C'est le stéréotype d'un groupe ethnique vu comme socialement homogène, sans opportunité de mobilité sociale ascendante, sans parcours possible de réussite sociale et d'intégration[98]. Si la plupart des Roms en France ne vivent pas dans la misère, leur image reste liée à cet imaginaire de pauvreté et de marginalité, véhiculé par les images médiatisées des bidonvilles, ainsi que par celles des évacuations et des destructions des campements. Les représentations majoritaires des Roms ne rendent absolument pas compte de leur stratification interne, ni de la multiplicité des groupes familiaux et de la diversité des carrières individuelles. On les voit dans cette perspective comme un bloc uniforme, doté d'une culture homogène, sans différences socioprofessionnelles et avec des revenus comparables. Ils sont encore et toujours considérés comme pauvres et incapables[99]. Beaucoup de sondés pensent, selon l'expression consacrée, que ce sont « *toujours les mêmes* » qui demandent

98. Ce qui est contraire aux résultats de recherches portant sur les Roms roumains en France : « Malgré la multitude de problèmes qu'ont rencontrée les citoyens roms de l'UE vivant en France, lorsqu'on leur a demandé d'évaluer leur vie en France par rapport à leur vie en Roumanie, 97 % des personnes interrogées ont déclaré que leur vie était meilleure en France (80 % ont affirmé que leur vie était bien meilleure tandis que 17 % ont déclaré qu'elle était meilleure) ». European Roma Rights Center, « Destruction des progrès, progression des destructions : les femmes et les enfants roms, citoyens européens en France », 2014, p. 44, www.errc.org.

99. Vitale, Tommaso, Boschetti, Laura, « "Les Roms ne sont pas encore prêts à se représenter eux-mêmes !" Asymétries et tensions entre groupes Roms et associations "gadjé" », *in* Berger, Mathieu, Cefaï, Daniel, gayet-Viaud, Carole (dir.), *Du civil au politique. Ethnographies du vivre-ensemble*, Bruxelles, PIE Peter Lang, 2011, p. 403-29.

l'aumône depuis trente ans. Même s'il existe de nombreux exemples d'intégration réussie, de cohabitation satisfaisante et de mobilité sociale ascendante, ces « succès » ne sont pas encore suffisamment repris dans les médias, même si ces derniers commencent à leur accorder davantage d'attention [100]. Certaines études qualitatives montrent également que des politiques d'intégration municipales encouragent les contacts et améliorent les relations avec les Roms, ce qui a comme effet l'atténuation des préjugés [101], et que les contacts quotidiens facilitent la formation d'attitudes positives [102].

D. Mesurer l'hostilité envers les groupes tsiganes

Il est possible de produire une mesure synthétique d'hostilité qui permet de comprendre l'évolution et la distribution des préjugés envers les Roms, ainsi que leur articulation. Prises ensemble, ces différentes variables révèlent un ordre symbolique fait d'homogénéisation et essentialisation. Cette échelle d'hostilité est solide, et montre que l'hostilité a baissé entre 2014 et 2016 pour se stabiliser en suite et reprendre à baisser à nouveau pendant 2019. Elle montre aussi la stabilité de cette attitude anti-Roms. Pour construire cette échelle hiérarchique on a classé les réponses aux questions selon l'intensité de l'attitude mesurée, et calculé la distribution de scores de l'échelle pour les années 2014, 2016, 2017, 2018 et 2019. Le tableau 5.1 montre l'ensemble des questions utilisées pour la construction de l'échelle ainsi que les réponses dénotant le niveau le plus haut d'hostilité, et leurs résultats. On a également ajouté les années 2012 et 2013 afin de suivre la dynamique du rejet pour chaque item au fil des années.

Tableau 5.1. **Questions utilisées pour la construction de l'échelle de romaphobie en %**

	2012	2013	2014	Janvier 2016	Octobre 2016	Novembre 2017	Novembre 2018	Novembre 2019
Voici quelques opinions que nous avons entendues à propos des Roms migrants. Dites-moi si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, pas vraiment d'accord ou pas d'accord du tout avec chacune d'entre elles. Les Roms migrants …								
… sont pour la plupart nomades : Pas d'accord du tout/pas vraiment d'accord/plutôt d'accord/**tout à fait d'accord**	44,8	47,0	45,6	36,3	31,8	33,6	31,7	27,7
… exploitent très souvent les enfants : pas d'accord du tout/pas vraiment d'accord/plutôt d'accord/**tout à fait d'accord**	44,7	49,9	45,2	34,1	34,2	32,8	31,0	27,7

100. On pense par exemple à Ciuciu, Anina, *Je suis tzigane et je le reste*, Paris, City Éditions, 2014.
101. Visintin, Emilio Paolo, Green, Eva G.T., Pereira, Adrienne, Miteva, Polimira, « How positive and negative contact relate to attitudes towards Roma: Comparing majority and high-status minority perspectives », *Journal of Community & Applied Social Psychology*, n° 27, 2016, p. 240–252.
102. Ce qui se retrouve dans beaucoup d'autres villes européennes : Mingione, Enzo, Borlini, Barbara, Vitale, Tommaso, « Immigrés à Milan : faible ségrégation mais fortes tensions », *Revue Urbanisme,* n° 362, 2008, p. 83-86.

	2012	2013	2014	Janvier 2016	Octobre 2016	Novembre 2017	Novembre 2018	Novembre 2019
… vivent essentiellement de vols et de trafics : pas d'accord du tout/pas vraiment d'accord/plutôt d'accord/**tout à fait d'accord**	36,2	41,1	40,8	26,8	23,9	20,7	21,1	20,3
… ne veulent pas s'intégrer en France : pas d'accord du tout/pas vraiment d'accord/plutôt d'accord /**tout à fait d'accord**	-	-	43,0	26,4	27,0	23,7	22,8	22,1
Pour chacune des opinions suivantes, dites-moi si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout ? Les Français roms/Gens du voyage sont des Français comme les autres : tout à fait d'accord/plutôt d'accord/plutôt pas d'accord/**pas d'accord du tout :**	-	-	-	14,8	13,2	12,7	13,8	10,8
(Gens du voyage uniquement)	11,7	11,5	9,4	10,4	10,7	-	-	-

* Figurent en gras les réponses considérées comme relevant de la romaphobie.

Source : Baromètres CNCDH, 2012-2019.

L'échelle de romaphobie que nous avons construite fournit un indicateur global d'hostilité à l'encontre des Roms. On a construit le même indicateur pour les cinq dernières vagues du Baromètre CNCDH. La matrice de corrélations indique que les cinq variables sont suffisamment corrélées pour former un indicateur global de romaphobie.

Tableau 5.2. **Matrice des corrélations entre les opinions à l'égard des Roms, novembre 2018.**

	Nomades	Exploitent les enfants	Vols et trafics	Pas s'intégrer	Français comme les autres	Corr. item
Roms nomades	1	0,457	0,506	493	0,242	*0,800*
Exploitent les enfants		1	0,639	0,587	0,333	*0,763*
Vivent de vols et de trafics			1	0,629	0,400	*0,743*
Ne veulent pas s'intégrer				1	0,368	*0,756*
Pas des Français comme les autres					1	*0,832*

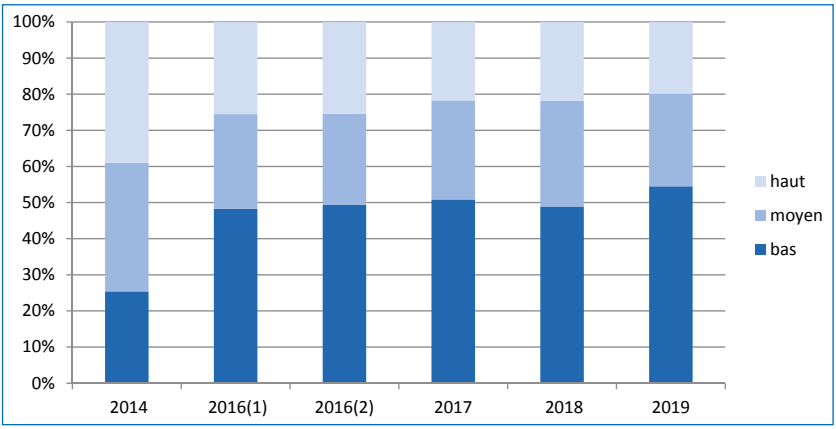
Source : Baromètre CNCDH, novembre 2019. Corrélations mesurées par le R de Pearson. Les questions et les échelles sont orientées dans le sens de l'hostilité aux Roms, la dernière colonne indique la corrélation de l'item à l'échelle de romaphobie.

* La corrélation est significative au niveau 0,05 (2-tailed).

** La corrélation est significative au niveau 0,01 (2-tailed).

Cette échelle d'attitude d'hostilité envers les Roms permet de hiérarchiser les répondants par niveau de préjugés, du plus bas au plus élevé, ce dernier regroupant les sondés qui ne considèrent pas les Français roms comme des Français à part entière, qui prennent les Roms pour des voleurs, des nomades et des exploiteurs d'enfants ne voulant pas s'intégrer en France. La figure 5.2 compare les niveaux de romaphobie en 2014, janvier 2016, octobre 2016, novembre 2017, novembre 2018 et novembre 2019. Sur cette échelle, l'hostilité à l'encontre des Roms a chuté depuis la fin de 2014, la proportion de notes élevées passant de 39 % à 20 %, et le pourcentage de notes basses (et donc moins racistes) a *sensiblement* progressé, passant de 25,5 % à 54,5 % à fin 2019, après trois ans où il était resté presque stable.

Figure 5.2. **Échelle de romaphobie, année 2014, janvier 2016, octobre 2016, novembre 2017, novembre 2018 et novembre 2019 en %**



Source : Baromètres CNCDH, 2014-2019.

Il est important de noter que la diffusion des sentiments négatifs à l'égard des Roms n'est pas uniforme dans l'ensemble du pays. Notre échantillon n'est pas suffisamment large pour pouvoir observer des différences d'un département à l'autre, ou d'une région à l'autre, mais il nous permet quand même d'observer les variations les plus importantes par grande région : la région Île-de-France a le niveau de romaphobie le plus bas, spécialement dans le Bassin parisien Ouest. Hors métropole parisienne, qui présente toujours des taux de tolérance plus élevés[103], l'hostilité est plus marquée dans les régions de l'Est que dans les régions de l'Ouest.

103. Voir Lefevre, Christian, Roseau Nathalie et Vitale, Tommaso, *De la ville à la métropole. Les défis de la gouvernance*, Paris, L'œil d'or, 2013.

E. Une stabilité des facteurs explicatifs des préjugés romaphobes

Les attitudes hostiles aux Roms s'expliquent par les mêmes facteurs que l'ethnocentrisme et l'antisémitisme, analysés dans les sections précédentes. Le tableau 5.3 présente les facteurs sociologiques d'analyse des préjugés. Comme on l'a vu, 46 % de la population obtient des scores moyens ou élevés sur l'échelle de romaphobie en novembre 2019 (- 5,5 % par rapport à l'année précédente). Il s'agit d'une baisse de 29 points par rapport à il y a quatre ans ! Le tableau 5.3 indique les variations de ce pourcentage en fonction de plusieurs variables sociodémographiques, spécifiques à la sociologie du racisme. Le tableau souligne les différences entre les quatre dernières enquêtes considérées.

Tableau 5.3. **Facteurs explicatifs de la romaphobie en %**

% de scores moyens ou élevés sur l'échelle de romaphobie	Janvier 2016	Octobre 2016	Novembre 2017	Novembre 2018	Novembre 2019
Sexe					
Homme	54	52	50	51	46
Femme	50	50	49	51	46
Âge					
18-24 ans	33	31	36	33	28
25-34 ans	47	39	39	35	41
35-44 ans	49	48	46	47	39
45-59 ans	56	56	57	57	49
60 +	58	60	55	64	54
Diplôme					
Moins que le bac	65	62	57	62	56
Bac	47	55	47	44	44
Bac + 2	36	35	42	43	34
Bac +3	32	27	32	34	30
Categorie socioprofessionelle (ancienne profession des retraités et chômeurs recodée)					
Artisan, commerçant, chef d'entreprise	61	67	66	67	57
Cadre supérieur	36	27	40	41	32
Profession intermédiaire	42	45	40	45	39
Employé	63	58	54	57	51
Ouvrier	62	62	68	58	53
Inactif	50	48	41	42	43
Échelle gauche/droite					
Gauche (1,2)	33	25	32	37	30
Centre gauche (3)	31	33	37	42	39
Centre (4)	59	57	52	51	46
Centre droit (5)	63	52	59	54	54
Droite (6,7)	78	87	76	76	74

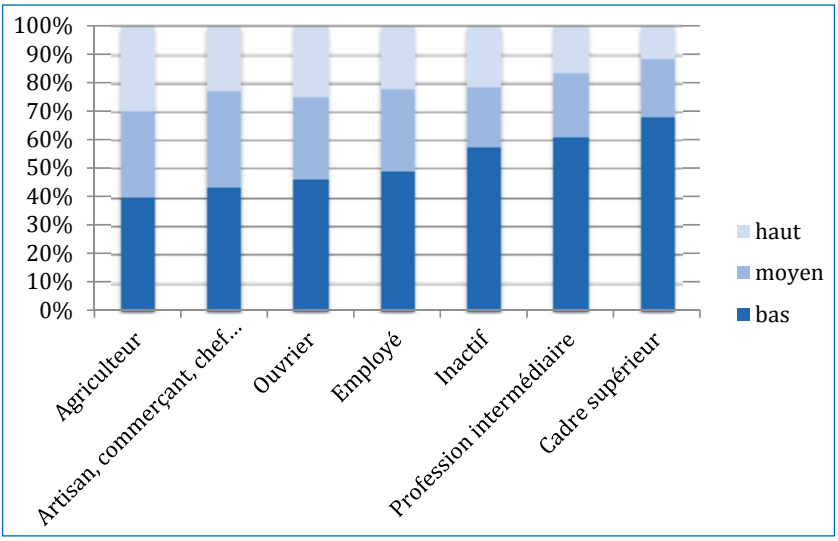
% de scores moyens ou élevés sur l'échelle de romaphobie	Janvier 2016	Octobre 2016	Novembre 2017	Novembre 2018	Novembre 2019
Revenus mensuels					
Moins de 1 400 euros	60	63	51	53	50
1 400-2 000	56	54	50	59	47
2 000-3 000	53	50	49	50	46
+ 3 000	41	34	47	46	39
Pratique religieuse catholique					
Pratiquant régulier	62	39	48	53	53
Occasionnel	50	65	56	55	55
Non pratiquant	64	61	59	64	51
Autre religion	38	55	46	43	46
Sans religion	42	37	38	42	37
Situation économique ressentie					
« Je vis moins bien qu'il y a quelques années » :					
Tout a fait d'accord	60	69	60	66	57
Plutôt d'accord	57	49	51	53	46
Plutôt pas	40	36	47	43	39
Pas du tout	44	35	38	35	33
Ensemble	**52**	**51**	**49**	**51**	**46**

Sources : Baromètres CNCDH 2014-2018.

Un premier phénomène est frappant : si la distribution de l'hostilité anti-tsiganes par classes d'âge était encore confuse en 2014, la corrélation est beaucoup plus nette pour les années récentes, et notamment en 2019. L'hostilité aux Roms augmente désormais avec l'âge, comme le montrent également les études portant sur les autres formes de racisme. Les jeunes sont plus exposés à des sources de dé-stigmatisation. Elle s'avère en revanche désormais indifférente au genre. Elle monte quand le niveau d'éducation baisse et, de façon encore plus marquée que dans les années précédentes, quand le sentiment de déclassement est plus aigu.

Lorsque l'on regarde les changements d'attitude par catégories socioprofessionnelles, on observe que, si la tendance générale est à la réduction des scores hauts et moyens de romaphobie, certaines catégories « bougent » plus que les autres. C'est surtout parmi les artisans, les commerçants, les chefs d'entreprise (- 10 % depuis l'année dernière) et les cadres supérieurs (- 9 %) que la diminution de l'hostilité aux Roms est plus importante.

Figure 5.3. **Échelle de romaphobie par catégorie socioprofessionnelle, novembre 2018 (%)**



Retraités et chômeurs classés en fonction de leur ancienne profession.

Le sentiment d'insécurité économique exerce un impact significatif sur les opinions exprimées à propos des Roms. C'est en effet surtout chez ceux qui jugent vivre « *moins bien qu'il y a quelques années* » qu'on trouve les sentiments les plus hostiles à l'égard des Roms. Il s'agit d'une relation linéaire, confirmée dans toutes les vagues du Baromètre analysées. En 2019 il y a 24 points d'écart entre ceux dont la situation économique ressentie est pire qu'il y a quelques années et ceux pour lesquels rien n'a changé. Certes, ils étaient 31 % juste en 2018. Mais l'écart reste important, et la relation linéaire entre aggravation perçue des conditions de vie et opinion négative sur les Roms, nous montre la force structurante du sentiment de déclassement.

On ne doit pas sous-estimer le fait qu'entre 2018 et 2019 la pauvreté est montée de 7 points en tant que première crainte, en passant de 12 % à 19 % de notre échantillon. Ceux qui estiment avoir connu une déterioration de leur condition de vie ont tendance à percevoir les Roms comme étranges, méchants et dangereux, comme des « privilégiés », des bénéficiaires d'une aide imméritée, des assistés favorisés.

Déjà en 2013, l'étude qualitative menée par le CSA pour la CNCDH mettait en lumière un sentiment d'hostilité lié à une représentation des Roms comme des « *parasites* » profitant du système d'aide sociale, qui s'enrichiraient en France

pour mieux accumuler les richesses dans « *leur pays* » (comme s'ils étaient par définition tous étrangers), grâce notamment aux aides au retour. Ils seraient en même temps « *hors système* » car mendiants, voleurs et venus bénéficier des différentes formes d'aides publiques en profitant de la générosité du Gouvernement français. Considérés comme des opportunistes, les Roms sont souvent décrits comme les récipiendaires privilégiés des aides publiques, au détriment des chômeurs français. Il s'agit d'un préjugé important dans la structure du racisme anti-Roms, que l'on retrouve également dans d'autres pays européens : l'idée que les Roms « font la fête », « boivent », et « dansent » alors que les non-Roms doivent sacrifier leurs plaisirs et leur confort. Comme si les Roms n'avaient pas à travailler, à se lever le matin, à se soucier des loyers toujours plus élevés[104]. On l'a vu, la romaphobie a des composantes de peur et de mépris mais aussi d'envie. Ils auraient toujours « *des grosses berlines toutes neuves* », ce seraient « *des gens qui n'ont rien à faire chez nous* », des étrangers qui devraient être pris en charge par d'autres États européens, voire par l'Europe et « *ses technocrates* ». Ils auraient une « *culture* » d'assistés, ne veulent pas travailler, n'apportent rien au contrat social, sont privilégiés dans l'accès aux logements sociaux et aux aides sociales, etc. Il s'agit d'un ensemble de préjugés tenaces et anciens, très structurés par le sentiment de vivre « *moins bien qu'il y a quelques années* »[105].

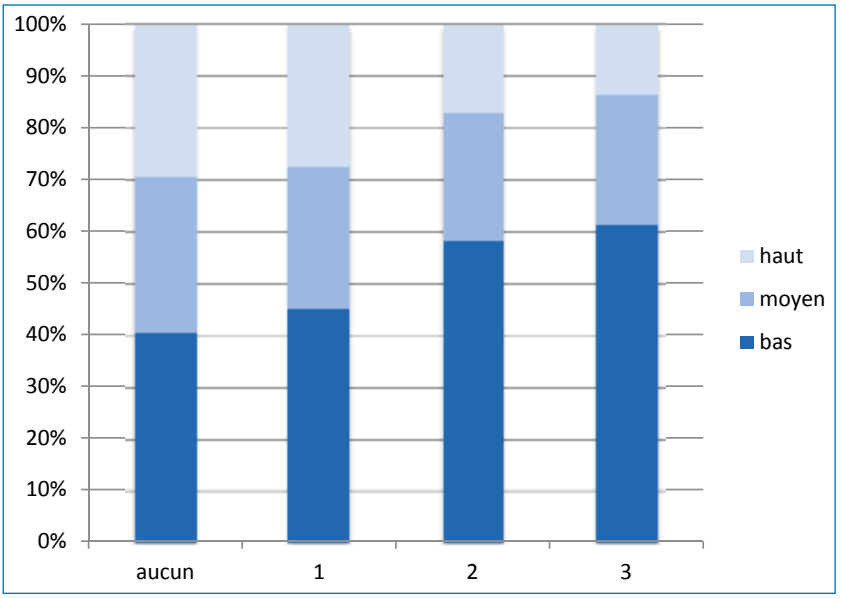
Nos analyses soulignent donc une très forte corrélation entre la peur de l'avenir, le sentiment de déclassement, l'envie et l'hostilité exprimées envers les Roms. Au-delà des attitudes et de l'état d'esprit face à la dynamique sociale, on a voulu également mesurer le poids de l'ouverture au monde et des expériences transnationales. Notre indicateur de transnationalisme est notamment construit sur la base des expériences de voyage et de travail à l'étranger. Une première question posée à l'ensemble des sondés était la suivante : « À *quelle fréquence voyagez-vous dans un autre pays pour des motifs professionnels ou personnels (tourisme, visites de famille ou amis, soin, loisir)* ? ». La deuxième demandait : « *Vous est-il arrivé de vivre dans un autre pays que la France pendant au moins trois mois sans interruption* ? » On observe un lien fort entre l'intensité du comportement transnational et l'échelle de romaphobie. Les différences entre ceux qui ne sont jamais allés à l'étranger et ceux qui s'y rendent régulièrement sont très nettes. Le fait de vivre ou de travailler à l'étranger va de pair avec une attitude plus tolérante face aux minorités tsiganes[106].

104. Walach, Václav, « Where Only the "Decent People" Live: The Gypsy "Menace" and Forging a Neoliberal Utopia in a Czech Postsocialist City », *Wschodnioznawstwo*, n ° 8, 2014, p. 71-88.

105. Ljujic, Vanja, Vedder, Paul, Vedder, Henk Dekker, Geel, Mitch, « Romaphobia among Serbian and Dutch adolescents: the role of perceived threat, nationalistic feelings, and integrative orientations », *International Journal of Psychology*, n° 48, 2013, p. 352-362 ; Vitale, Tommaso, Claps, Enrico, Arrigoni, Paola, « Opinion Pools and their Use. Problems of Logical Blindness in the case of Roma people », *Com Pol*, n° 2, 2011, p. 167-96.

106. Ciornei, Irina, Recchi, Ettore, « At the Source of European Solidarity: Assessing the Effects of Cross- border Practices and Political Attitude », *JCMS: Journal of Common Market Studies*, n° 55, 2017, p. 468-485.

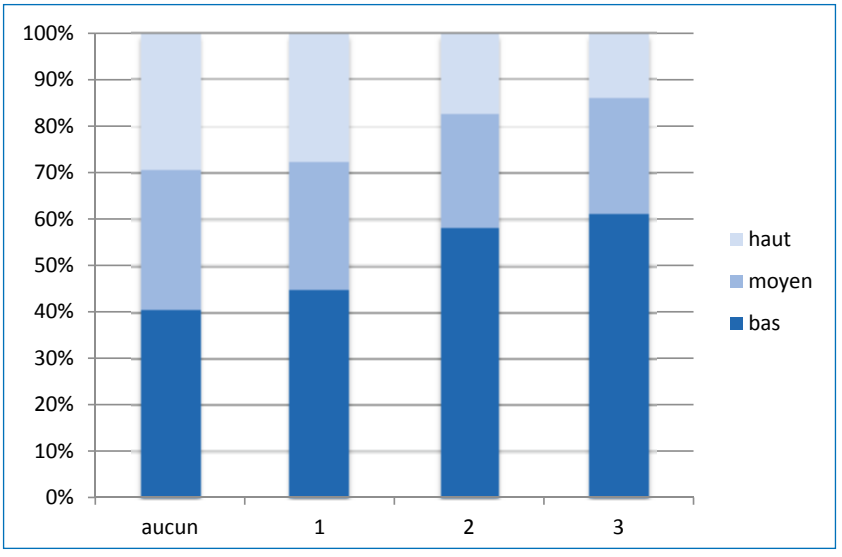
Figure 5.4. **Échelle de romaphobie par niveau de transnationalisme en %**



Source : Baromètre CNCDH, novembre 2019.

Plus généralement, les dernières années mettent en lumière le rôle croissant joué par l'éducation et l'âge comme facteurs de structuration des préjugés contre les tsiganes. L'hostilité aux Roms, comme plus largement le rejet de toutes les minorités (voir sections précédentes), baisse lorsque le diplôme s'élève.

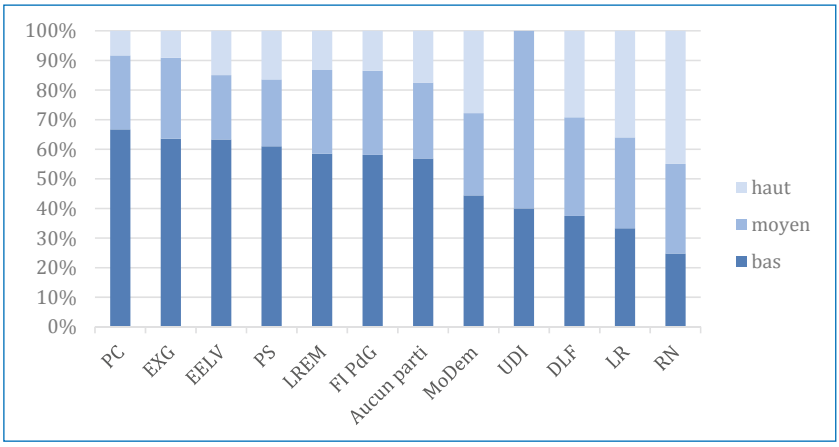
Figure 5.5. **Échelle de romaphobie par diplôme en %**



Source : Baromètre CNCDH, novembre 2019. Dernier diplôme obtenu.

Ces préjugés envers les Roms sont aussi beaucoup moins fréquents à gauche qu'à droite de l'échiquier politique : 75 % des sympathisants du Rassemblement national (78 % en 2018), 67 % de ceux du parti Les Républicains sont hostiles aux Roms. Ils sont un peu plus fréquents parmi les sympathisants du Parti socialiste que parmi les soutiens de la « gauche de la gauche » (39 % *vs* 36 %). Les sympathisants du Parti communiste font preuve du niveau le plus bas de romaphobie avec seulement 33 % de scores moyens ou hauts (et seulement 8 % de scores hauts). Quant aux personnes proches en novembre 2019 du mouvement d'Emmanuel Macron, La République en marche (LREM), elles expriment aussi un niveau d'hostilité inférieur à la moyenne de la population française (41,5 % *vs* 45,5 %). Seulement 13 % des sympathisants de LREM obtiennent un score élevé sur l'échelle de romaphobie, et 28,5 % d'entre eux un score moyen.

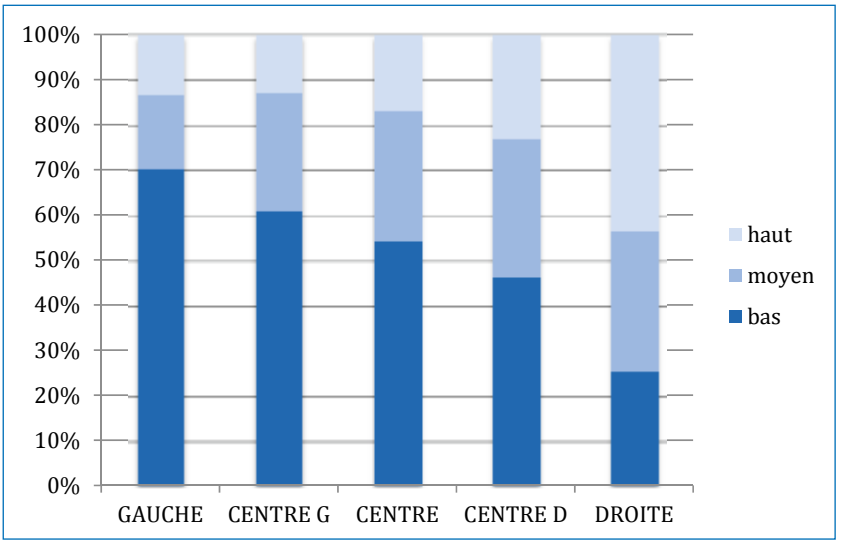
Figure 5.6. **Échelle de romaphobie par autopositionnement politique en %**



Source : Baromètre CNCDH, novembre 2019.

On note aussi que 43 % de ceux qui ne déclarent aucune proximité partisane ont un niveau moyen ou haut sur l'échelle de romaphobie (pourcentage presque correspondant à la moyenne). La figure 5.6 montre la répartition des scores selon l'auto positionnement politique (en cinq positions) ; on note une très forte convergence des profils entre le centre et le centre droit, ainsi que beaucoup de similarité entre le centre gauche et la gauche.

Figure 5.7. **Échelle de romaphobie par autopositionnement politique en cinq positions en %**



Source : Baromètre CNCDH, novembre 2019.

On remarque de même, comme c'était le cas pour l'ethnocentrisme et l'antisémitisme, que les sentiments négatifs envers les Roms sont un peu plus élevés chez les catholiques pratiquants (53 %) ou occasionnels (55 %) que chez les catholiques non pratiquants (51,5 %). Si le pourcentage des catholiques pratiquants réguliers hostiles au Roms reste supérieur à la moyenne, ce pourcentage a baissé sensiblement au cours des trois dernières années (de 62 % à 53 %, mais s'est stabilisé à partir de l'année dernière). Cette réduction est en lien avec l'engagement renouvelé des associations catholiques, et notamment le Secours catholique, pour promouvoir des occasions de rencontre et de sociabilité avec les Roms ainsi que des forme d'aide matérielle. En revanche, les non-croyants (36,5 %) et les croyants d'une autre religion (46 %) sont globalement moins hostiles aux Roms.

On peut croiser l'échelle de romaphobie avec l'échelle d'ethnocentrisme déjà utilisée dans ce chapitre. Plus le niveau d'ethnocentrisme augmente, plus les scores de romaphobie progressent, témoignant d'une représentation stéréotypée et cohérente des minorités en général. Aversion aux Roms et ethnocentrisme vont ainsi de pair, un résultat qui mérite d'être souligné. Ce sont surtout les personnes les moins ethnocentriques qui font preuve d'ouverture d'esprit à l'égard de la minorité Rom. Seulement un sixième des personnes qui ont un niveau très faible d'ethnocentrisme obtiennent un score moyen ou haut dans l'échelle de romaphobie : le pourcentage atteint 78 % dans le cas d'un fort ethnocentrisme.

Ces corrélations aident à définir le profil des personnes les plus hostiles aux Roms, et ses évolutions au cours des dernières années. Mais il faut pouvoir mesurer la part respective des effets de chaque variable. Est-ce la catégorie socioprofessionnelle qui structure le rapport aux Roms, ou bien le niveau

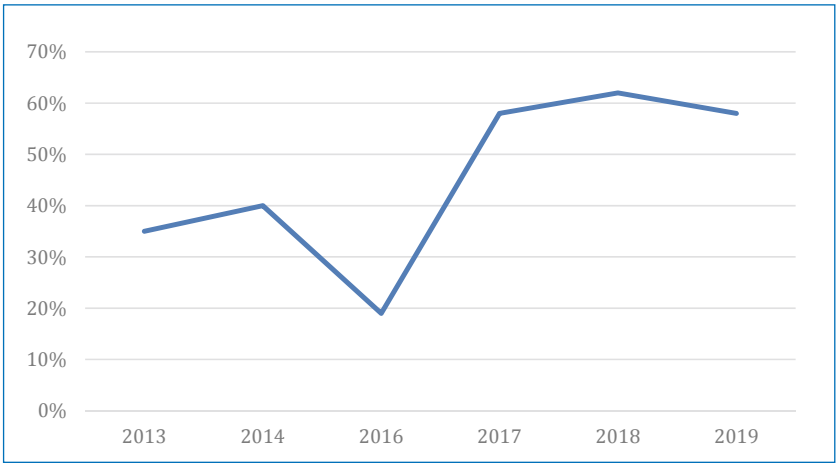
d'éducation, ou encore le revenu familial ? Ou bien les processus de socialisation structurants, comme les expériences d'études et de travail à l'étranger ? Le niveau d'éducation exerce-t-il toujours un impact significatif si on prend en compte la région de provenance ?

Nous avons dans cette perspective contrôlée l'effet propre de chaque variable sur la romaphobie avec plusieurs modèles de régression logistique. À partir des variables sociodémographiques (l'âge, le sexe, le parcours migratoire familial éventuel, le niveau d'éducation), on a introduit nos indicateurs « pas-à-pas » (*stepwise*) : le revenu, la catégorie socioprofessionnelle, l'indicateur de comportement transnational, la pratique religieuse, et – pour finir – le positionnement politique. Ce genre d'analyse permet de mesurer la « probabilité » de développer des sentiments hostiles aux Roms (mesurés par des scores moyens ou élevés sur l'échelle de romaphobie). Elle montre que seuls l'âge, le niveau d'éducation, le sentiment de déclassement et le comportement transnational gardent un impact statistiquement significatif, c'est à dire qu'ils ont une influence réelle sur la probabilité d'éprouver ou non des sentiments négatifs à l'encontre des Roms, toutes choses égales par ailleurs. Comme prévu, la relation la plus significative est avec le niveau d'éducation. Plus généralement, on voit que l'hostilité contre les Roms n'est pas fondée sur l'expérience, mais sur un ordre symbolique stéréotypé, étant plus forte chez les moins scolarisés et chez les individus qui voient leur condition socio-économique se dégrader.

F. La mémoire du génocide comme enjeu émergent dans la lutte contre l'antitsiganisme

En 2016, en analysant les données des enquêtes de janvier et d'octobre, on voyait que de moins en moins de personnes considéraient les tsiganes, les Roms et les Gens du voyage comme les groupes les plus discriminés en France. Elles étaient 19 % en 2013, contre 2,3 % en 2016 (score identique en janvier et en octobre). C'est la raison pour laquelle on n'a pas reposé cette question en 2017 et 2018. Mais au cours des trois dernières années se sont développées d'importantes mobilisations politiques et associatives visant à mieux reconnaître et conserver la mémoire de l'extermination des différents groupes tsiganes pendant la deuxième guerre mondiale. On a donc voulu vérifier si le rapport de la société française à l'extermination des Roms pendant la Seconde Guerre mondiale avait changé. La part de répondants estimant qu'on ne parle « *pas assez* » de l'extermination des Roms pendant la Seconde Guerre mondiale était montée de 35 % en 2013 à 40 % en 2014, avant de retomber à 19 % en octobre 2016. En novembre 2017, par contre, presque 58 % des personnes interrogées dans l'enquête CNCDH estiment qu'on ne « parle pas assez de l'extermination des tsiganes et des Roms pendant la Seconde Guerre mondiale », pourcentage qui a atteint le niveau record de 62 % en 2018, pour revenir à 58 % en novembre 2019.

Figure 5.8. **Parle-t-on assez de l'extermination des tsiganes et des Roms pendant la Seconde Guerre mondiale en %**



Source : Baromètre CNCDH, 2014-2019.

La croissance spectaculaire de cette opinion au cours de l'année 2017 est en partie liée au discours de François Hollande au camp de Montreuil-Bellay (Maine-et-Loire) qui rendait hommage aux Tsiganes internés jusqu'en 1946. Cette croissance témoigne de l'importance des campagnes et des mobilisations pour la reconnaissance des Roms, ainsi que de la lutte contre les stéréotypes qui les stigmatisent[107]. Sa baisse en 2019 révèle en revanche, de fait que beaucoup de travail reste à faire pour bâtir la mémoire des enfermements, des restrictions à la mobilité, des persécutions, des expropriations, des déportations et des exterminations, ainsi que des formes de résistance. De nombreuses voix, en Europe et en France, demandent désormais la création d'une fondation pour la mémoire du génocide contre les Roms, jusqu'ici presque ignoré dans le discours public et les manuels scolaires d'histoire[108]. Les appels d'intellectuels, d'élus et de militants européens à promouvoir la recherche historique, le recueil de témoignages, et la constitution d'archives se multiplient. Des mobilisations se développent également pour construire ou revendiquer un travail de mémoire fondé sur la construction de mémoriaux, l'organisation d'expositions et de commémorations[109]. La révision des programmes scolaires et la formation d'enseignants font partie de cet effort, notamment grâce au réseau Canopé[110]. Ces mobilisations vont de pair avec les initiatives prises par des associations pour

107. On pense par exemple à la tribune dans *Le Monde* au moment de la journée de la Mémoire 2017, « Il faut créer une Fondation européenne pour la mémoire du génocide des Roms », *Le Monde*, 26 janvier 2018.
108. About, Ilsen, Pernot, Mathieu, Sutre Adèle (dir.), *Mondes tsiganes. Une histoire photographique, 1860-1980,* Arles, Actes Sud, 2018.
109. http://www.egam.eu/pour-la-creation-dune-fondation-europeenne-pour-la-memoire-du-genocide-contre-les-roms/
110. Opérateur public présent sur l'ensemble du territoire, placé sous tutelle du ministère de l'Éducation nationale, Réseau Canopé édite des ressources pédagogiques transmédias (imprimé, Web, mobile, TV), répondant aux besoins de la communauté éducative : https://www.reseau-canope.fr/eduquer-contre-le-racisme-et-lantisemitisme/racisme-anti-roms.html.

lutter contre l'idée que les Roms auraient une « culture déficiente », et besoin de soutiens spéciaux ou de mesures extérieures au cadre du droit commun. Elles visent aussi à créer des liens et mettre en équivalence des situations de précarité et d'exclusion, pour trouver des alliés et dénoncer les difficultés persistantes à faire accepter les enfants dits Roms dans certains collèges et écoles primaires[111].

VI. RACISME ET COULEUR DE PEAU

L'ouvrage fondateur du sociologue américain W.E.B. Du Bois sur Les Noirs de Philadelphie, écrit en 1899, vient seulement d'être traduit en français[112]. Parce qu'il était noir, son œuvre fut longtemps méconnue aux États-Unis même, jusqu'à ce que l'essor des *black studies* dans les années 1960 la sorte de l'oubli. L'auteur, un des fondateurs de la *National Association for the Advancement of Coloured People* (NAACP), a été le premier à mettre en évidence la persistance d'une *color line* (ligne de partage par couleurs) discriminatoire, héritée de quatre siècles d'esclavage et de ségrégation[113]. Et le champ des recherches sur le racisme anti-noir y est particulièrement vivace aujourd'hui. Ce n'est pas le cas en France. Le modèle universaliste républicain *colour blind* nourrit une réticence certaine à catégoriser la population selon des critères ethniques ou raciaux. Ne serait-ce que prendre en compte dans une enquête la couleur de peau, réelle ou perçue, reste tabou. Lors de la première enquête TeO (Trajectoires et Origines. Enquête sur la diversité des populations en France), menée par l'INED et l'INSEE pour explorer les trajectoires sociales et les conditions de vie des migrants et leurs descendants, une question devait porter sur la manière dont la personne se voyait, notamment en termes de couleur[114]. Controversée[115], la question fut finalement retirée et rares sont les enquêtes qui l'incluent[116]. Depuis une quinzaine d'années toutefois, dans la foulée des études dé-coloniales et des mobilisations des groupes se considérant racisés, les recherches sur la condition

111. C'est le cas, par exemple, de la campagne #*Ecolepourtous* qui rassemble enfants et jeunes « du voyage », mineurs isolés étrangers, enfants ou parents vivant en bidonville, squat ou hôtel social. Dans le manifeste de la campagne on peut lire : « En partageant nos histoires, nous avons découvert que cette commune expérience de l'exclusion scolaire nous rassemblait et nous donnait la force de réclamer ensemble le droit à nouveau de rêver, pour nous, et pour les enfants et les jeunes qui nous ressemblent. »: https://ecolepourtous.org.

112. Du Bois, W., *Les Noirs de Philadelphie. Une étude sociale*, trad. Nicolas Martin-Breteau, Paris, La Découverte, 2019 [1899].

113. Du Bois, W., *The Soul of Black Folks.* Dover publications, Mineola (NY), 2016 [1903]. Une exposition au musée du Quai Branly (octobre 2016 - janvier 2017) rappelait récemment le combat des artistes : « The Color line. Les artistes africains-américains et la ségrégation » : http://www.quaibranly.fr/fr/expositions-evenements/amusee/expositions/details-de-levenement/e/the-color-line-36687/.

114. « *Vous considérez-vous comme : blanc, noir, arabe ou berbère, asiatique, du sous-continent indien ?* ».

115. Sur ces controverses, voir le dossier-débat sur « L'usage des catégories ethniques en sociologie » coordonné et présenté par Felouzis Georges, *Revue française de sociologie*, n° 49, 2008, p. 127-167 et Jugnot, « Les débats français sur les statistiques "ethniques" : une histoire sans fin », IRES, *Document de travail* 1, 2016, p. 34-37.

116. Depuis d'autres enquêtes sont passées outre notamment celle du 11e Baromètre sur la perception des discriminations dans l'emploi du Défenseur des droits et l'Organisation internationale du travail de 2016 (voir infra note 10).